



NOS PROPRES PAPIERS

Elisenda PALAU

Chargée de Recherches à l'Université des Femmes et interprète de conférences

Le 16 juin 2022, à l'occasion de la journée internationale des travailleurs-euses domestiques, 18 militantes de Ligue des Travailleuses domestiques de la CSC Bruxelles ont fait grève pour revendiquer un permis de travail. Ce jour-là, elles ont pris la parole sur la place du Luxembourg, devant les institutions européennes où travaillent certains de leurs patrons. Elles se sont approprié l'espace public pour organiser leur propre parlement, car le parlement bruxellois ne répond pas à la nécessité d'octroyer des bonnes conditions de travail et une protection en cas d'abus. Cela passe par un accès au séjour et au permis de travail pour ces personnes. Or celui-ci est contraint de le faire depuis la 6^{ème} Réforme de l'Etat suivant la transposition des directives sanctions et victimes ainsi que de la ratification de la Convention d'Istanbul, et d'autres instruments juridiques existants et déjà mis en place à l'échelle nationale et internationale. Cette mobilisation met en exergue de manière plus large un enjeu de taille : celle de la non reconnaissance et l'invisibilisation du rôle de reproduction sociale exercée par de nombreuses femmes migrantes dans nos pays du Nord et d'une lutte par les femmes pour cette reconnaissance.

DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES SANS PAPIERS : UN RÔLE CLÉ DANS L'ÉCONOMIE ET POURTANT EXPLOITÉES

Philippines, Colombie, Brésil, Maroc ... Autant de pays du Sud global d'où sont originaires toutes ces femmes qui arrivent dans nos villes européennes, à l'issue d'un premier parcours de combattante, car elles vont laisser derrière elles leurs familles, leurs ami-es, tout un pan de leur vies. Une fois en Belgique, leur mission consiste à s'occuper des besoins d'autrui en assurant le travail reproductif dans le Nord Global au sein des familles. Ces femmes migrantes deviennent le pilier des foyers dans nos contrées. Ce travail reproductif constitue pourtant le socle de nos systèmes économiques, il est le moteur du travail productif exercé par d'autres hommes et femmes. Pourtant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le travail le plus indispensable, qui demeure à la base de toute autre activité et la rend possible, s'avère le pire en termes de rémunération et de considération. Malgré le rôle clé qu'elles jouent dans le développement de l'économie au sein des familles, et l'importance de des

tâches qu'elles exercent (nettoyage, cuisine, repassage, éducation des enfants, soins aux personnes malades, âgées ou dépendantes, etc.), ces femmes migrantes exploitées : elles ne disposent pas de papiers et sont donc encore plus vulnérables. Les conséquences de cette situation sont graves et renforcent plus que jamais l'invisibilisation de ces femmes. Outre le fait de n'avoir aucune existence d'un point de vue administratif et la non possession d'un permis de séjour, au quotidien, cela signifie par exemple, que lorsque les travailleuses se déplacent en transport en commun pour aller travailler, elles ont peur d'être arrêtées et envoyées dans un centre fermé. Ces travailleuses ressentent une grande angoisse de manière permanente du fait de risquer d'être arrêtées par les forces de l'ordre.

Pendant la pandémie, ces femmes ont été en première ligne pendant la pandémie, elles ont risqué leur santé pour continuer de s'occuper des autres.

LA PANDÉMIE : UN RÉVÉLATEUR DU TRAVAIL ESSENTIEL DE REPRODUCTION SOCIALE ET POURTANT DÉVALORISÉ

Ces femmes confinées pendant cette période ne représentent qu'un pans de cette économie du soin. En effet, à la pandémie a fait prendre conscience du travail de Care et de son caractère essentiel, travail rappelons-le exercé par 3/4 de femmes¹. Pendant l'année 2020, il a été beaucoup question du care, parce que le care est AU CŒUR de la reproduction et de la continuation même de la vie. Pendant une période éphémère, toutes ces femmes ont reçu une attention médiatique visible du travail essentiel et des personnes qui l'exercent. un moment de notre histoire la plus récente où leurs constats, analyses et demandes deviennent de plus en plus urgentes : en faisant partie des travailleuses essentielles.

Or, malgré cette prise de conscience, force est de constater que l'importance réelle et incontournable de ces tâches reste inversement proportionnelle à sa valorisation salariale et sa reconnais-

sance sociale, à l'instar des travailleuses domestiques sans papiers.

Mais pour quelles raisons ? Soizic Dubot, coordinatrice socio-économique au sein de l'association Vie Féminine, nous livre l'analyse suivante² : le travail dans les foyers ainsi que dans les hôtels « (sortes de « domiciles de transit » pour les personnes qui y dorment) mais également le nettoyage d'espaces comme des bureaux et commerces - le peu de visibilité de ce travail est une constante - s'effectue le plus souvent en marge des heures d'affluence ou d'ouverture, pour ne pas « perturber » la clientèle ou les autres employé.e.s, tôt le matin ou tard le soir ou quand les chambres sont occupées ».

Au cas où les travailleuses domestiques y sont présentes, on attend d'elles de « se faire discrètes afin de ne pas se faire remarquer. Elles doivent nettoyer et entretenir les lieux sans marquer leur passage et sans laisser de traces. Le travail lui-même semble consister à remettre les lieux dans leur « état normal » ou à les maintenir dans la normalité. La normalité n'est ni remarquée, ni remarquable. Le travail effectué ne se voit pas et doit même ne pas se voir »³. La normalité appartient au royaume du naturel.

L'invisibilité voire l'invisibilisation sont à la base de maintes violences, dont la première concerne l'impact sur la valorisation de ces tâches : « comment reconnaître et valoriser ce qui ne se voit pas ? »⁴ D'où l'importance de cette grève qui s'attaque à cette invisibilité pour mettre en lumière et en valeur ce qui le mérite.

En outre, les conséquences sont encore plus graves et pernicieuses en situation *intra muros*.

En effet, « ce travail s'effectue le plus souvent à l'abri des regards. Les murs et les portes permettent alors d'autant plus la dissimulation des abus, l'exploitation, les violences qu'elles soient économiques, psychologiques, physiques, sexuelles... Surtout quand la travailleuse est isolée, qu'elle ne peut pas compter sur le soutien de collègues ni ne peut s'appuyer sur des personnes tierces qui en seraient témoins. Les travailleuses à domicile, surtout lorsqu'elles logent sur place, sont encore plus à risque »⁵.

On parle d'elles, parce que « le travail domestique est très majoritairement pris en charge par des femmes, que ce soit dans le cadre d'un emploi rémunéré ou qu'il fasse partie du travail quotidien familial gratuit. Effectuer du travail domestique pour son propre foyer ou pour un autre foyer n'est certes pas la même chose. Mais il y a une continuité entre les deux »⁶.

Cette continuité est perçue comme un transfert, car on assimile le travail domestique dont les femmes se chargent depuis toujours sans aucune rémunération ni reconnaissance, car, c'est dans leur nature voire essence de le faire, de vivre par et pour les autres. La réification du travail domestique est à la racine de sa propre dévalorisation, une déconsidération ancienne et solidifiée.

« Comment valoriser et rémunérer à sa juste valeur un travail qui s'ancre si fortement dans le travail gratuit des femmes ? Une des premières pistes serait déjà de voir ce travail gratuit pour ce qu'il est : du travail⁷ » Mais l'imaginaire social collectif tend fortement à minimiser et anéantir le fait que s'occuper de son chez-soi et/ou du foyer d'autrui génèrent des efforts énormes et pompent toutes les énergies. L'intervenante nous rappelle de l'importance de la violence symbolique dans l'imaginaire collectif à travers l'image de la fée du logis, qui magiquement transforme les espaces, sans aucune fatigue et très gaiement. Quoi faire pour contrer son influence ?

La naturalisation qui dévalorise s'inscrit dans notre société et s'entrecroise avec d'autres oppressions, parce que « (...) cette naturalisation, qui est sexiste, est également raciste. »⁸

Nous avons donc vu les mécanismes à travers lesquels « leur travail est déqualifié et n'est pas rémunéré à sa juste valeur »⁹. On rentre dans un cercle vicieux car « le travail domestique est pris dans un double mouvement. Puisqu'il est considéré comme de peu de valeur, il est laissé aux femmes, et parmi elles aux femmes racisées, aux femmes de classes populaires, à celles aux situations les plus précaires. Et parce que ce sont elles qui l'accomplissent, dans une société sexiste et raciste, il est considéré comme de peu de valeur. Il rejoint en cela l'ensemble du travail de care et de soin. »¹⁰

LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES S'ORGANISENT POUR FAIRE RECONNAÎTRE LEUR TRAVAIL

Les travailleuses domestiques face de constats de non reconnaissance de leurs conditions de travail se sont organisées au niveau international. Elles fondent le réseau européen RESPECT¹¹, qui mènera une campagne internationale ('May day 2010') pour exiger des conditions décentes pour les travailleuses domestiques. Il en résultera l'adoption de la convention C189¹² à l'OIT l'année suivante, qui se traduit par la reconnaissance du travail domestique à domicile en tant que travail à part entière, qui reconnaît les droits des travailleuses domestiques migrantes au même titre que les autres travailleuses et qui leur reconnaît le droit à un statut d'immigration indépendant des employeurs.

À partir de ce moment là, la Charte des droits des travailleuses domestiques migrantes réussit à mettre les questions du travail domestique et du statut migratoire à l'agenda politique en Europe.

La stratégie de RESPECT se base surtout sur le renforcement et l'autonomisation des capacités des travailleuses domestiques, afin qu'elles deviennent des actrices-clés dans la campagne pour leurs droits, en vue de pouvoir développer des liens et alliances avec d'autres groupes et de viser à une stratégie internationale de plaidoyer, de lobbying et de campagne auprès des décideurs politiques, en particulier dans le domaine du genre, de l'immigration et du travail.

Focalisons-nous sur l'un des acquis importants de cette charte, à savoir que ces travailleuses domestiques sans papiers seront reconnues par les syndicats. Aux Pays-Bas avec le FNV, à Londres avec UNITE¹³. Plus particulièrement, aux Pays-Bas, les travailleuses domestiques ont engagé des débats avec la centrale syndicale du nettoyage en ayant recours au théâtre-forum. Après cinq ans d'engagement et de campagne, le syndicat Abvakabo FNV¹⁴ a décidé d'ouvrir ses portes aux travailleuses domestiques avec ou sans papiers. Le syndicat comptait plus de 200 membres. Cette acceptation de l'adhésion a été un premier pas - tant pour le syndicat que pour les travailleuses migrantes.

VOS TOILETTES PROPRES, NOS PROPRES PAPIERS !

GREVE JEUDI 16 JUIN

NOUS NOUS ARRÊTERONS DE TRAVAILLER POUR EXIGER LA REGULARISATION

Manifeste pour la grève des travailleuses domestiques du 16 juin 2022

Nous, les travailleuses domestiques sans papiers de la Ligue de la CSC Bruxelles, serons en grève aujourd'hui, en cette journée internationale des travailleuses domestiques afin de visibiliser notre travail.

En Belgique, comme dans les pays les plus riches, la demande de services domestiques ne cesse d'augmenter, ceci est dû au vieillissement de la population, aux besoins grandissants de travail de soins sur le long terme et à la multiplication de familles monoparentales. Il est déjà difficile pour des travailleurs migrants possédant des papiers d'obtenir un job, même avec un diplôme, mais cela s'avère encore plus difficile en tant que femmes, pauvres, radicalisées sans papier venant du Sud Global.

Aujourd'hui, on estime qu'au moins 80 000 travailleuses domestiques sans papiers s'occupent de familles belges sans bénéficier de protection légale. Les lois actuelles en Belgique ne prévoient pas de critères clairs pour la régularisation, ce qui rend presque impossible la procédure d'obtention de permis de travail et/ou de résidence. En pratique, en tant que travailleuses sans papier nous sommes extrêmement vulnérables face aux abus au travail, à l'exploitation au harcèlement sexuel, au salaire dérisoire, au surtravail, aux mauvaises conditions de travail. L'irrégularité du marché de travail des services domestique maintient des bas salaires et ne garantit pas de bonnes conditions de travail (pas de droit au chômage, ni à la pension, aux congés payés, aux congés de maternité), ce qui affecte notre sécurité (manque de protection en cas de maladie, accident, licenciement, démission, problème de santé) et notre bien-être. Notre régularisation serait une étape importante afin de nous protéger face à ces conditions d'exploitations.

Notre travail est bien trop souvent rendu invisible aux yeux de l'Etat et la société, bien qu'il soit essentiel pour une société qui tourne rond. Prendre soin du ménage, des enfants, des personnes âgées, s'assurer de rendre la maison propre et ordonné est la base du bien-être. Ne pas prendre en compte le caractère essentiel des travailleuses domestiques revient à invisibiliser le travail domestique et à mettre à risque ces femmes.

De plus, nous régulariser, bénéficierait la société Belge dans son entièreté : il est estimé que si nous comptons seulement nos taxes et contributions à la sécurité sociale, nous pourrions contribuer à 25 millions d'euros par mois, et cela, sans inclure les travailleurs sans papiers et le travail non déclaré. Notre régularisation bénéficiera non seulement notre propre bien-être, mais aussi la société belge.

Nous restons dans une position vulnérable, nous avons besoin de papiers afin d'avoir accès à un emploi légal et protégé.

Nous faisons grève aujourd'hui, en cette journée Internationale des Travailleuses Domestiques afin de mettre avant notre réalité quotidienne et notre demande de régularisation pour une vie digne ;

Nous faisons grève aujourd'hui, afin de montrer aux milliers de familles belges qu'elles dépendent de notre travail de soin pour leurs enfants et leurs aînés ;

Nous faisons grève aujourd'hui pour démontrer le caractère essentiel de notre travail, et notre capacité à nous battre pour un changement politique ;

Afin de mettre fin à cet esclavage moderne, nous exigeons :

- ☐ un accès au permis de travail
- ☐ la régularisation de toutes les travailleuses domestiques afin de bénéficier
 - de l'assurance santé
 - d'horaires stables
 - d'un salaire décent
 - de la pension
 - de congés payés
 - de congés maladies
 - de congés de maternité
 - des allocations de chômage
- ☐ Nous exigeons des critères clairs de régularisation qui incluent les demandes actuelles des travailleuses domestiques (du secteur de soin);
- ☐ Nous exigeons la révision des lois actuelles concernant l'emploi des travailleuses domestiques
- ☐ Nous demandons un accès à la formation
- ☐ Nous exigeons la protection en cas de plainte face à un employeur abusif
- ☐ Nous maintenons que le salaire légal est important

A nos gouvernements, nous demandons que vous entendiez nos pleurs, et exécuter les ajustements nécessaires légaux afin de nous permettre de mener une vie décente.

Nous rappelons à l'Etat belge, la nécessité d'appliquer :

- ☐ La Convention d'Istanbul contre les violences faites aux femmes
- ☐ La Convention 189 of Organisation Internationale du Travail sur le travail domestique
- ☐ Les Directives européennes sur les Victimes et Sanctions

Nous appelons à la solidarité dans notre lutte

- ☐ Entre travailleurs et travailleuses avec et sans papiers, hommes comme femmes ;
- ☐ A la société civile, nous demandons de faire écho à notre lutte pour la régularisation ;
- ☐ Aux syndicats de continuer à nous soutenir
- ☐ A nos employeurs, nous demandons votre soutien afin de rendre notre travail légal et reconnu

Nous, travailleuses domestiques sommes solidaires de la lutte de tous les sans papiers pour des conditions dignes, un travail décent.

A BRUXELLES, LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES SANS PAPIERS S'ORGANISENT AUSSI

A Bruxelles, la CSC a décidé de mener un travail spécifique avec les travailleuses sans papiers et a développé, en 2018 et avec l'appui du MOC de Bruxelles¹⁵, un travail spécifique envers les femmes. Depuis sa naissance la Ligue mène un combat politique qui prend de l'ampleur. Après plusieurs manifestations, en 2019, la Ligue publie son manifeste (voir encadré). Elle réalise un film « Nous les domestiques modernes » et collabore à une exposition photo, elle s'est infiltrée dans le parlement fédéral en collant 180 autocollants dans les toilettes du parlement avec le slogan « Vos toilettes propres, nos propres papiers ». La Ligue a fait l'objet de nombreux articles et interviews à la radio. Malgré ces nombreuses actions, le gouvernement bruxellois et en particulier le Ministre de l'Emploi Mr Clerfayt ne répond pas à leurs revendications. Elles ont donc décidé de faire grève cette année... une première en Belgique.

18 TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES SANS PAPIERS EN GRÈVE :

La grève fut le fruit de tout un processus de préparation pendant plusieurs mois. La première étape a consisté sur le sens de la grève. A cette occasion, les femmes ont réalisé le caractère indispensable de leur travail. Elles ont imaginé ce que cela signifierait si des milliers de travailleuses étaient en grève, l'économie s'écroulerait. Elles ont ensuite fait tout un travail pour construire des solidarités avec les travailleuses domestiques avec papiers. Outre cette solidarité, l'enjeu était de pointer la concurrence entre travailleuses avec et sans papiers. Autrement dit, tant qu'il y aura des travailleuses domestiques sans papiers, les salaires des autres seront tirés vers le bas (dumping social). Enfin, la troisième phase, était qu'elles se renforcent vis à vis de leurs patrons. Pour cela, nous avons eu recours aux méthodes du théâtre des opprimés. Cela a notamment débouché sur une lettre rédigée collectivement et signé par le syndicat annonçant à leurs employeurs qu'elles feraient grève. Après 9 mois de gestation, marrainée par la CSC Bruxelles¹⁶ et le MOC, la grève voit le jour. Le soleil bruxellois du 16 juin 2022, a rayonné sur les vies, les témoignages, les efforts, les actions, les chants

et les revendications de ces femmes. Pendant une journée entière, elles n'ont pas travaillé dans le noir¹⁷. Elles ont expérimenté que faire grève, c'est faire une action politique sur leurs temps de travail habituel.

Il faut souligner que c'est la toute première fois que les travailleuses domestiques sans papiers font grève, un véritable jalon posé grâce à leur propre force mais aussi grâce à une solidarité indéfectible avec d'autres groupes (travailleuses du secteur des titres-services, aides à domicile et autres travailleuses féministes).

Le jeudi 16 de juin 2022, la Ligue des Travailleuses domestiques de la CSC Bruxelles a pris la parole sur la place du Luxembourg, devant les institutions européennes. Les femmes se sont appropriées l'espace public pour organiser leur propre parlement, car le parlement bruxellois ne répond pas à la nécessité d'octroyer une protection et donc un accès au séjour et au permis de travail à ces personnes, même si il est contraint de le faire depuis la 6^{ème} Réforme de l'État suivant la transposition des directives sanctions et victimes ainsi que de la ratification de la Convention d'Istanbul, ainsi que d'autres instruments juridiques existants et déjà mis en place à l'échelle nationale et internationale.

L'obtention de papiers constitue le point d'orgue de cette lutte menée au sein de la Ligue, une cause partagée par toutes les personnes travaillant sans papiers au niveau global, hommes inclus. D'où leur slogan : vos WC propres, nos propres papiers.

La violence faite aux femmes a été aussi dénoncée, et le parlement des travailleuses domestiques a rendu hommage à Cristiani Fernandez, une maman brésilienne de 30 ans décédée le 12 mai 2021 des suites d'un cancer cervical résultant des viols à répétition commis par son patron sur le lieu de travail. Le harcèlement sexuel au travail n'est pas non plus une chose rare, avec la circonstance aggravante de ne pas pouvoir se rendre à la police pour porter plainte, sous peine d'un rapatriement. Comme ces femmes l'expliquent : « nous entrons victimes et ressortons détenues ».

Le jeudi 16 juin, nous avons vu ces femmes prendre la parole. Elles se sont

érigées en symboles et ont été reconnues dans cette action en tant qu'expertes de leur domaine. Le parlement des travailleuses domestiques très largement soutenu par la société civile s'est terminé par le vote d'une motion appelant à la mise en place d'un groupe de travail comprenant des parlementaires, des membres du cabinet du Ministre de l'emploi ainsi que des représentant.e.s syndicaux et syndicales en vue de changer l'article 4.2 de la loi de 1999 sur les permis de travail et de permettre l'application de la Directive 2009/52/CE¹⁸ du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 prévoyant des normes minimales concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

Lors de l'après-midi au siège de la CSC Bruxelles, d'autres expertes ont aussi partagé leurs savoirs : Grace Papa qui a abordé en détail la convention C189 de l'OIT, Angela Vasquez, déléguée syndicale qui a enchaîné sur les conditions de travail spécifiques des titres services et encore, la charismatique Sylvie Esper, ex-gréviste des Batignoles, ou plutôt représentante des Victorieuses - comme elles se présentent -, qui a salué cette grève et a encouragé à poursuivre la lutte pour gagner ses droits, comme elle et ses collègues l'ont fait pendant 22 mois. Selon elle, « La grève paie ! »

Les solutions passent par le respect des obligations découlant du cadre légal déjà existant : la Convention d'Istanbul¹⁹, la Convention 189 de l'OIT sur le travail domestique ainsi que la Directive Européenne relative aux Droits des Victimes²⁰.

De plus, selon une étude de la CSC Bruxelles²¹, explique Eva María Jiménez Lamas, permanente syndicale à la CSC de Bruxelles, « Régulariser 100.000 TSP²² rapporterait 69 396, 79 millions d'euros par mois à la sécurité sociale, d'où l'importance stratégique du critère travail dans nos revendications pour la régularisation actées lors du Congrès National 10/2019 contre l'exploitation des travailleuses sans papiers. »

Pour ce mois de septembre, la Ligue souhaite rencontrer les politicien.nes concernées pour déposer la motion. Sans réponse concrète, elles feront grève en 2023. À suivre... ■

MANIFESTE DE LA LIGUE DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES

PARTIR DE NOTRE PAYS : DU PARADIS À LA DÉSILLUSION

Nous avons quitté notre pays, notre famille et nos amis. Beaucoup d'entre nous avons laissé nos enfants pour prendre soin de ceux des autres. Nous désirions travailler comme infirmières, comptables, professeuses mais la seule issue pour survivre était de travailler comme domestique à l'étranger pour des familles du Nord. Aux Philippines, on nous promettait le paradis au Liban, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et ailleurs.

Une fois arrivées, ce fut la désillusion et un enfer d'être loin de nos proches. Certaines d'entre nous étaient employées comme interne, bonne ou nounou chez des diplomates avec un permis de séjour précaire. Nous étions piégées, avec interdiction de sortir, payées 200 euros par mois, travaillant 14h par jour et devoir payer notre nourriture. Nous sommes exploitées. Nous sommes corvéables à merci. Nous devons être disponibles non-stop. Parfois, on nous demande par exemple, seulement quelques heures avant, d'aller garder les enfants pour la soirée. Nous faisons des heures supplémentaires sans être payées.

Si nous sommes malades, nous n'avons ni salaire, ni assurance maladie. Quand la famille part en vacances, il n'y a plus de travail, donc plus de paie! Nous contribuons à l'économie et à la société. Nous soutenons nos familles là-bas en envoyant de l'argent. Si nous avons des papiers, nous payerions les impôts et les cotisations sociales, cela équivaldrait à 29 millions d'euros par mois. Notre travail est fondamental, nous nettoions les maisons, nous nous occupons des enfants, des personnes âgées, sans nous, la

société ne fonctionnerait plus. Nous revendiquons l'égalité de droit et des conditions de travail dignes.

Ceci passe par :

L'application de la Convention Internationale C189 ratifiée par la Belgique en 2015 contre l'exploitation des travailleuses domestiques :

- La possibilité de porter plainte et d'être protégées pendant toute la procédure
 - Le salaire minimum
 - Des congés payés
 - Des heures supplémentaires payées
 - Des horaires stables de travail
 - L'accès à une couverture maladie
 - Pour celles qui ont travaillé pendant plusieurs années sans papiers et seraient régularisées, nous demandons la reconnaissance de toutes ces années pour la pension.
- La régularisation pour nos droits et notre dignité.

Nous pallions la pénurie de l'offre de l'accueil en termes de services publics (malades, enfants, personnes âgées).

Que nous soyons avec ou sans papiers, nous réclamons la reconnaissance de l'utilité et de la pénibilité de ce travail invisible. Nous voulons la régularisation pour avoir accès à nos droits et la dignité. Comme Ligue des travailleuses, nous combattons en solidarité avec tous les sans-papiers.

Ligue des travailleuses domestiques le 19 novembre 2019²³

1 Sur les 75,6 millions de travailleurs domestiques dans le monde, 76,2 pour cent sont des femmes, ce qui signifie qu'un quart des travailleurs domestiques sont des hommes. Le travail domestique est une source d'emploi plus importante chez les femmes que chez les hommes. Le site de l'ILO, 'Qui sont les travailleurs domestiques?' (<https://www.ilo.org/global/topics/domestic-workers/who/lang--fr/index.htm>) nous indique aussi que "Bien qu'ils fournissent des services essentiels, les travailleurs domestiques ont rarement accès aux droits et à la protection. Environ 81 pour cent d'entre eux sont en emploi informel - c'est le double de la part de l'emploi informel parmi les autres

salariés. Ils sont également confrontés à des conditions de travail parmi les plus pénibles. Ils gagnent 56 pour cent du salaire mensuel moyen des autres salariés et sont plus susceptibles que les autres salariés de travailler de très longues heures ou, au contraire, de très courtes heures. Ils sont également exposés à la violence et au harcèlement, ainsi qu'aux restrictions de la liberté de mouvement. Les travailleurs domestiques informels sont particulièrement vulnérables."

2 Les extraits, citations et contenus évoqués proviennent du discours prononcé par Soizic Dubot pendant la séance d'après-midi de la Grève de Travailleuses Domestiques, le 16.06.2022, à la siége du CSC, (Rue Pletinckx 19

1000 Bruxelles)

3 ibidem

4 ibidem

5 ibidem

6 ibidem

7 ibidem

8 ibidem

9 ibidem

10 ibidem

11 Rights Equality Solidarity Power Europe Cooperation Today. Pour plus d'information: <https://respectnetwork.eu.org>. Même après ces avancées, il y aurait aujourd'hui environ 10% de travailleuses domestiques par pays, selon les chiffres publiées au site, basées sur des estimations de l'OIT, et ce travail est toujours exclu des instruments les plus

importants de protection des droits de travailleuses.

12 lien pour la télécharger ici: https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:2551460,fr:NO

13 <https://www.unitetheunion.org>

14 C'est la fusion entre Algemene Bond van Ambtenaren (ABVA) ainsi que Katholieke Bond van Overheidspersoneel (KABO). Le FNV (Federatie Nederlandse Vakbeweging) est le syndicat des Pays-Bas le plus important, et il compte aujourd'hui avec autour d'un million d'associées, selon leur site web (fnv.nl)

15 Le M.O.C. est un mouvement social réunissant des personnes affiliées au syndicat (C.S.C.), à la Mutualité (Mutualités chrétiennes), aux

mouvements d'éducation permanente et de jeunesse, (Vie Féminine, Equipes Populaires, J.O.C.-J.O.C./F.)

16 Confédération des Syndicats Chrétiens

17 On veut évoquer le titre du film 'Travailler dans le noir'. Ce film a été écrit et réalisé collectivement par ZIN TV, le MOC et des militant.e.s du comité des travailleurs.euses migrant.e.s avec et sans papiers du syndicat CSC Bruxelles. Le film a vu la lumière à Bruxelles, avec la projection avant-première le samedi 18 juin 2022 au cinéma Vendôme.

18 Pour plus d'information sur la directive européenne, utilisez ce lien: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32012>

19 Pour télécharger le texte, utilisez ce lien:

<http://www.assembly.coe.int/LifeRay/EGA/WomenFFViolence/2019/2019-Handbooks-tanbulConvention-FR.pdf>

20 Pour consulter le texte, utiliser ce lien: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32012L0029>

21 «Régulariser 100 000 TSP rapporterait 69 396, 79 millions d'euros/mois à la sécurité sociale, d'où l'importance stratégique du critère travail dans nos revendications pour la régularisation actées dans la LF 22 du Congrès National 10/2019 (exploitation, instrumentalisation, ...)» extrait de la note politique 2022 de la CSC Bruxelles

22 Travailleuses Sans Papiers

23 Texte intégral